



COMMISSION DE DISCIPLINE ET DES RÈGLEMENTS DECISIONS J21 (MATCH EN RETARD) & J23

PARIS, LE 20 MAI 2021

Dans le cadre du contrôle du respect des protocoles sanitaires :

- le RC Toulonnais est sanctionné d'une amende de 9 000 euros pour non-respect du protocole médical de gestion Covid-19 (absence du port du masque) et d'un blâme pour non-respect du protocole de gestion des manifestations sportives (non-respect des règles d'accès et de positionnement à la zone sportive sanctuarisée) ;
- le Stade Français Paris est sanctionné de 4 000 euros d'amende, dont 2 000 assortis du sursis, pour non-respect du protocole médical de gestion Covid-19 (absence du port du masque). Cette sanction a pour effet d'emporter révocation de l'intégralité du sursis (5 000 euros d'amende) prononcé par la Commission à l'encontre du Stade Français Paris en sa séance du 9 décembre 2020.

Ces décisions sont susceptibles d'appel devant la Commission d'appel de la FFR dans un délai de 7 jours à compter de la notification de l'intégralité de la décision motivée.



Rappel de la procédure applicable par l'organe disciplinaire (infractions visées à l'article 725-1 du règlement disciplinaire de la LNR sauf en cas d'indiscipline ou d'atteinte à l'intérêt supérieur du rugby) :

1) La Commission de discipline et des règlements, après avoir considéré que les faits soumis à son examen sont constitutifs d'une infraction, détermine la sanction appropriée en évaluant tout d'abord la gravité de l'acte de la personne convoquée et détermine le point d'entrée (inférieur, moyen ou supérieur) correspondant. L'évaluation de la gravité de l'infraction repose sur différents facteurs comme le caractère intentionnel ou délibéré de l'acte, la nature de l'infraction commise, les conséquences sur l'intégrité physique de la victime, la vulnérabilité de la victime, etc.

2) Après avoir identifié le point d'entrée de la sanction, la Commission décide si la période de suspension doit être augmentée compte tenu d'éventuels facteurs aggravants extérieurs au déroulement de la rencontre comme l'existence d'un casier disciplinaire. Une fois les éventuels facteurs aggravants identifiés, la Commission prend en compte les éventuels facteurs atténuants extérieurs au déroulement de la rencontre comme par exemple la reconnaissance par le licencié de sa culpabilité, son casier disciplinaire vierge, ou encore la jeunesse et l'inexpérience du licencié.

3) En principe, l'organe disciplinaire ne peut pas appliquer une réduction supérieure à la moitié du point d'entrée applicable.

4) La Commission de discipline et des règlements fixe la date d'entrée en vigueur de la sanction et ses modalités d'exécution au vu du calendrier des matches, en tenant compte notamment du principe qu'une semaine de suspension équivaut à une suspension pour un match.

NB : Pour le barème des sanctions de la LNR, rendez-vous sur https://www.lnr.fr/sites/default/files/0._statuts_et_reglements_lnr_2020-2021.pdf

CONTACT PRESSE

Thibault Brugeron - thibault.brugeron@lnr.fr - 01 55 07 87 51